



Juillet 2024

SAINT-BERNARD
DOMBES SAÔNE VALLÉE

Modification n°3 du PLU

Saint-Bernard

Auto-évaluation MRAe



MOSAÏQUE
ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Rédaction : Étienne POULACHON

Cartographie : Étienne POULACHON



Agence Mosaïque Environnement

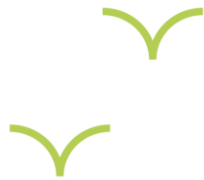
111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Sommaire

Chapitre I. Contexte réglementaire	1
Chapitre II. Les raisons de la modification.....	5
Chapitre III. Localisation des modifications et enjeux environnementaux.....	9
III.A - Les zones réglementaires et inventaires de biodiversité.....	11
III.A.1. Les ZNIEFF	11
III.A.2. Les sites Natura 2000	13
III.B - Susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000 ou ZNIEFF	14
III. C - Incidences sur les milieux naturels et la biodiversité	15
III. D - Effets de la modification du PLU sur la consommation de l'espace	16
III.E - Incidence sur une zone humide	16
III.F - Incidences sur l'eau potable, l'eau pluviales et l'assainissement	17
III.A.3. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau	17
III.A.4. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales	18
III.A.5. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement.....	18
III. G - Incidences sur le paysage et le patrimoine bâti.....	20
III.H - Incidences sur l'énergie, le climat, les pollutions et les nuisances	21
III.A.6. Les incidences de la modification du PLU sur l'énergie et le climat	21
III.A.7. Les incidences de la modification du PLU sur les pollutions et les nuisances	21
Chapitre IV. Conclusion	23



Chapitre I. Contexte réglementaire



Les articles R.104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme relatifs à la procédure d'examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable ainsi que le présent formulaire ont pour objet de transposer la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

En effet, la Directive précise que le processus d'évaluation environnementale est réalisé systématiquement pour certains types de document ou dans le cadre d'un examen au cas par cas qui permet de déterminer si le plan ou programme est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement à l'aide des critères pertinents fixés à l'annexe II, pour d'autres.

Elle indique que les effets notables probables sur l'environnement doivent être envisagés « ...y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs » Annexe I, f) de la Directive 2001/42/CE. Elle précise que pour les effets notables probables sur l'environnement, il « faudrait inclure ici les effets secondaires, cumulatifs, synergiques, à court, à moyen et à long termes, permanents et temporaires, tant positifs que négatifs.

La directive est interprétée à la lumière du principe de précaution, qui est l'un des fondements de la politique de protection d'un niveau élevé poursuivie par l'Union européenne dans le domaine de l'environnement. Un projet de plan ou programme est considéré comme étant susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement lorsque, en raison de sa nature, s'il risque de transformer de façon substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau, indépendamment de ses dimensions. L'évaluation doit être réalisée dès qu'il existe une probabilité ou un risque que l'acte ait de tels effets. Il est considéré qu'un tel risque existe dès lors qu'il ne peut être exclu, sur la base d'éléments objectifs, que le projet, plan ou programme, est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement



Chapitre II. **Les raisons de la modification**



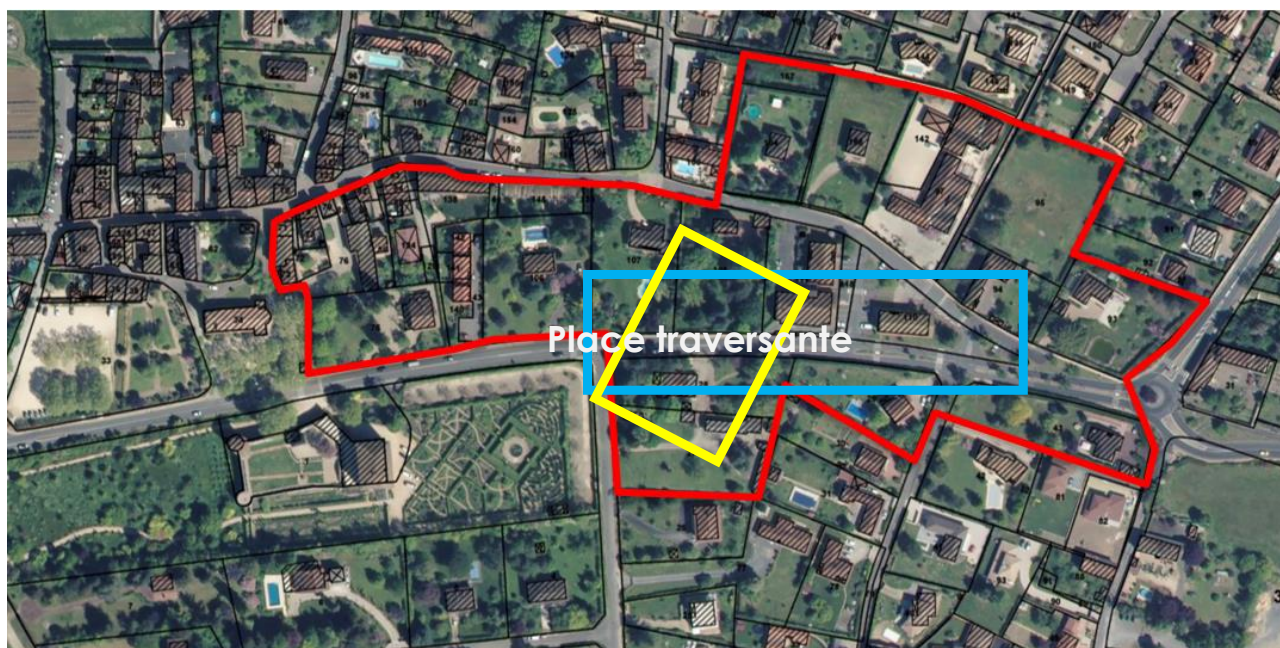
L'enjeu de la modification N°3 est de faire évoluer le PLU pour intégrer les résultats de l'étude sur l'aménagement du centre bourg qui a retenu les principes d'aménagement suivants :

- Créer des espaces publics qui permettent d'avoir une vie de cœur de village autour de la Mairie de l'école et des commerces existants ;
- Créer des locaux de commerces, de services pour des offres complémentaires aux commerces existants ;
- Transformer la coupure routière actuelle de la RD en traversée de village ;
- Réaliser les parcours agréables pour les piétons et les cycles ;
- Répondre au besoin de logements nouveaux pour accueillir des habitants qui ne trouvent pas actuellement à se loger sur la commune et qui vont contribuer à renouveler la population (jeunes primo-accédants, seniors autonomes, logements locatifs aidés...) Y sera installé :



Extrait de l'étude et de la photo aérienne (Geoportail)

Toutefois, l'étude d'aménagement du centre bourg avait été précédée par la définition d'un périmètre d'étude ainsi dessiné :



On voit que le scénario retenu propose finalement un focus sur le centre. Cela semble globalement pertinent, sauf peut-être quant à la volonté de « casser » l'image de route de la RD6 (Avenue Suzanne Valadon).



Secteur de la future place traversante en amont des commerces et de la Mairie que l'on aperçoit au fond à gauche.

Les évolutions proposées dans le cadre de la modification du PLU prendront donc en compte le scénario pour l'aménagement du centre bourg présenté ci-dessus et cette question de l'évolution des parcelles situées le long de la RD6 en face de la mairie et jusqu'au rond-point.

La modification a pour but d'intégrer au PLU les évolutions nécessaires pour retraduire le scénario de l'étude de centre bourg basé sur deux grands axes d'aménagement :

L'évolution urbaine (de la route à la rue) de l'avenue Valadon ;

La place transversale, perpendiculaire à l'avenue Valadon.



Chapitre III.

Localisation des modifications et enjeux environnementaux

3



III.A - LES ZONES REGLEMENTAIRES ET INVENTAIRES DE BIODIVERSITE

III.A.1. Les ZNIEFF

L'inventaire des ZNIEFF détermine deux secteurs sur le territoire, particulièrement riches d'un point de vue écologique et faunistique. On distingue les 2 types de ZNIEFF :

- **La ZNIEFF de Type 1 – 820030859 « Îles et prairies de Quincieux »**

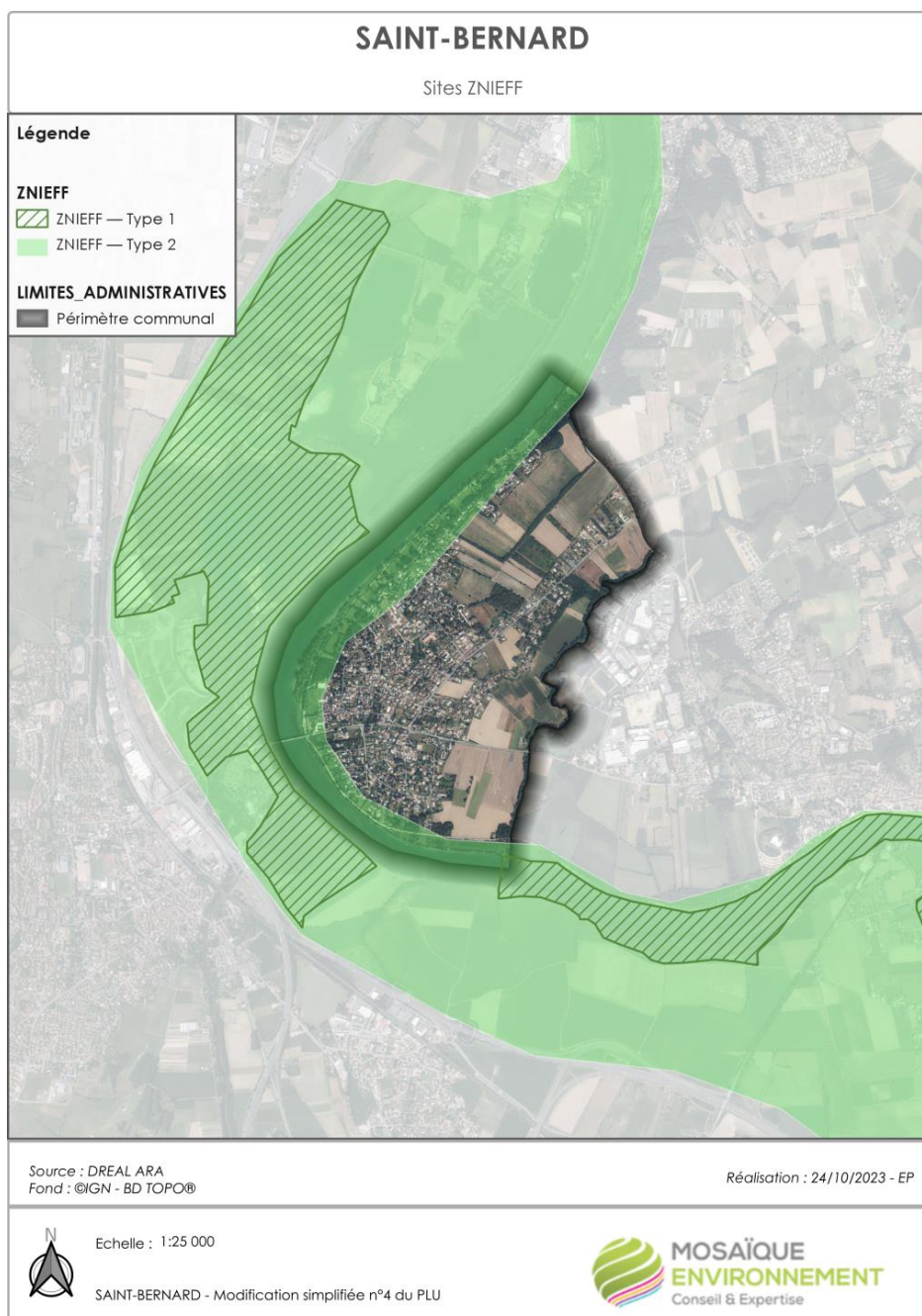
« Quincieux est la première commune demeurée rurale en amont de Lyon, le long de la Saône. C'est là aussi que subsiste un ensemble naturel cohérent regroupant plusieurs îles boisées et leurs "lônes". Il compte aussi, entre l'autoroute et la Saône, des prairies inondables, un réseau bocager dense, une ripisylve continue de huit kilomètres, des phragmitaies, des prés de fauche ou en jachère plus ou moins en eau, ainsi que de nombreuses zones humides. La diversité des écosystèmes rivalise avec celle du secteur de Belleville et Taponas. La forêt alluviale, constituée essentiellement de bois durs (chênes, tilleuls, ormes) et d'aulnes, est fréquentée de façon irrégulière par le Castor d'Europe qui poursuit sa lente reconquête de l'ensemble du bassin versant de la Saône. L'avifaune est suivie attentivement et cent vingt espèces ont déjà été identifiées. »

Commentaire de la ZNIEFF – Inventaire National du Patrimoine Naturel

- **La ZNIEFF de Type II – 260014865 « Roches Sud-Mâconnaises ».**

« Cet ensemble naturel concerne le cours de la Saône, ses annexes fluviales et sa plaine inondable. Cette dernière, large de plusieurs kilomètres au nord, se réduit progressivement vers le sud. A l'approche de Lyon, la délimitation se restreint à la rivière proprement dite, à ses îles et à ses franges immédiates. Il concerne également certains milieux naturels annexes (secteurs sableux au nord, espaces bocagers frangeant le champ d'inondation vers l'est...), ainsi que le débouché de plusieurs vallées affluentes qui conservent sur une échelle moindre des ensembles remarquables. Le Val de Saône constitue encore la zone humide la plus étendue du bassin hydraulique Rhône-Méditerranée-Corse, et l'une des plaines alluviales les mieux conservées de France. La délimitation retenue ici souligne l'importance des interactions biologiques existant encore entre la rivière, la prairie inondable et les divers espaces naturels périphériques. Les secteurs les plus remarquables en terme faunistique et floristique y sont identifiés par plusieurs ZNIEFF de type I souvent étendues et fortement interdépendantes. Une grande partie est par ailleurs inventoriée en tant que Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Ce site, qui comporte un vaste champ d'inondation, illustre de façon exemplaire l'intérêt de tels espaces, aujourd'hui en voie de réduction accélérée, en matière de patrimoine et de fonctionnalités naturels. »

Commentaire de la ZNIEFF – Inventaire National du Patrimoine Naturel



Cartographie de la localisation des ZNIEFF, Mosaïque Environnement

La ZNIEFF de Type 1 ne concerne qu'une partie infime du territoire, et plus particulièrement, sa façade Sud-Est. Par ailleurs, la ZNIEFF de Type 2 embrasse le territoire sur une bande de 200 à 300 mètres par rapport à la Saône.

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et **ne vient pas directement impacter les sites de ZNIEFF qui correspondent aux bords de Saône.**

III.A.2. Les sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 : Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée depuis 1992 dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé NATURA 2000.

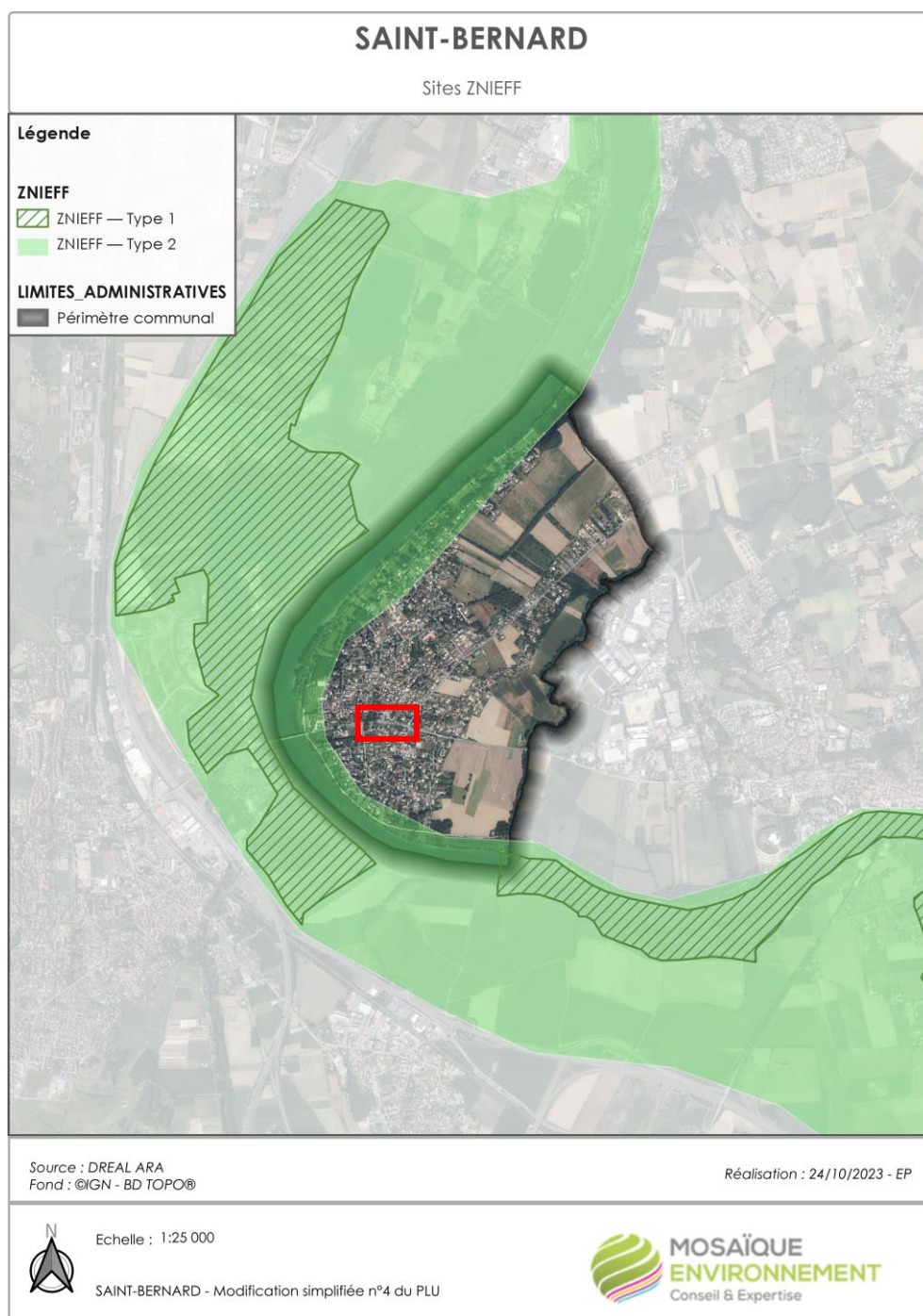


Cartographie de la localisation des Natura 2000, Mosaïque Environnement

Le réseau Natura 2000 comprend donc un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des habitats naturels, des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Natura 2000 concilie préservation de la nature et préoccupations socio-économiques.

La commune de Saint-Bernard n'est concernée par aucun site Natura 2000 et se retrouve, même éloignée du réseau.

III.B - SUSCEPTIBILITE D'AFPECTER SIGNIFICATIVEMENT UN SITE NATURA 2000 OU ZNIEFF



Cartographie de la localisation des ZNIEFF, Mosaïque Environnement

Comme mentionné précédemment, le seul point de la modification ne vient en aucun cas impacter les secteurs de ZNIEFF présents sur la commune.

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et ce, en plein milieu urbain, éloigné des deux ZNIEFF repérées.

En ce sens, la modification n°3 n'a pas d'incidence sur les zones réglementaires et d'inventaires environnementales.

III. C - INCIDENCES SUR LES MILIEUX NATURELS ET LA BIODIVERSITE

La présente modification traite de l'évolution du centre bourg au cœur de l'enveloppe urbaine et ce, en plein milieu urbain à l'interface entre le tissu ancien et les grands développements pavillonnaires et le long de la RD6.

L'impact pourra être sur la « trame verte urbaine » lié à la conservation en centre bourg de très grandes parcelles pavillonnaires dans lesquelles on trouvera des arbres de jardins qui ne sont pas liés à l'écosystème de la vallée de la Saône.

Toutefois, on notera que le PLU actuellement opposable permettait déjà la densification et que les deux tènements au Nord et au centre font l'objet de travaux actuellement.

Le tènement Sud correspond à un tènement déjà anthropisé pour l'habitat il y a plus de soixante ans mais sans végétation importante.



Photo aérienne 1961

Les OAP prévoient de créer des frontières végétales par rapport aux secteurs limitrophes, mais obligent aussi à la plantation d'arbres dans les espaces collectifs liés aux immeubles de logements collectifs.

Ainsi, la modification n°3 du PLU aura un impact mesuré sur la trame verte urbaine essentiellement faite de jardins de maisons individuelles, mais permettra aussi de réinvestir les espaces collectifs avec des plantations d'arbres.

III. D - EFFETS DE LA MODIFICATION DU PLU SUR LA CONSOMMATION DE L'ESPACE

La modification prévoit de permettre une meilleure organisation du développement urbain au cœur du centre bourg déjà urbanisé afin de densifier ce secteur de centralité équipé.

De fait, l'incidence sera plutôt positive puisque la modification prévoit une possible densification sur des parcelles de centre bourg permettant à la fois d'atteindre un objectif de croissance démographique, de diversification sociale de la population et de moindre consommation d'espace.

III.E - INCIDENCE SUR UNE ZONE HUMIDE

Nous retrouvons deux linéaires de zones humides sur le territoire, en lien, comme mentionné précédemment, avec les deux corridors aquatiques de la commune.

La modification touchant des parcelles, se localisant en plein milieu urbain, **ne vient en aucun cas impacter les milieux humides.**



Localisation des zones humides – Mosaïque Environnement

III.F - INCIDENCES SUR L'EAU POTABLE, L'EAU PLUVIALES ET L'ASSAINISSEMENT

III.A.3. Les incidences de la modification du PLU sur la ressource en eau

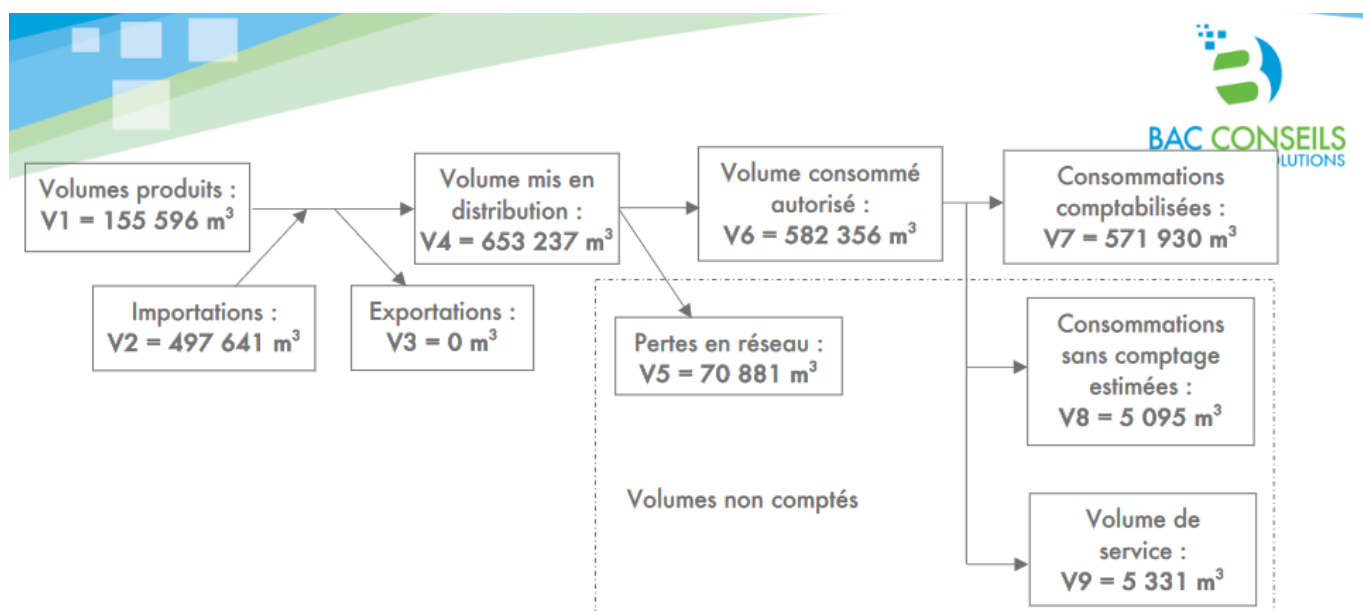
Le point de la modification ne change pas le Projet d'Aménagement de la commune tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. Toutefois, le PLU étant aujourd'hui ancien (il a été approuvé il y a 13 ans) le développement prévu est au-delà de l'horizon dudit PLU, c'est pourquoi il est nécessaire de faire un point sur les incidences au regard de la ressource en eau¹.

L'alimentation en eau potable sur la commune de Saint Bernard est assurée par le Syndicat Intercommunal des Eaux de Anse et Région (SIEAR) qui dessert quatre communes : Anse, Ambérieux, Lucenay et Saint Bernard. Le SIEAR assure la production, le transport et la distribution.

En 2022, le Syndicat desservait 10 828 habitants.

Le Syndicat est principalement alimenté par un achat d'eau au Syndicat Mixte d'Eau Potable de Saône-Turdine, complété par un achat d'eau à l'UGE district de Villefranche pour le quartier de Bordelan.

Indirectement, il produit également une partie des volumes mis en distribution via le SMST grâce au puits du Divin (en 2022, cette production représente environ le quart du volume distribué).



Extrait du RPQS 2022

Le SMEP de Saône-Turdine produit de l'eau à partir des champs captant d'Ambérieux et de Quincieux situés en nappe alluviale de la Saône et du puits du Divin sur la commune de Anse. Ces captages font l'objet de mesures de protection. Avant distribution, l'eau subit une démanganisation et une désinfection à la station de traitement du Jonchay, située à Anse.

¹ Les renseignements donnés ci-après sur l'eau potable sont issus du RPQS du SIEAR pour l'année 2022.

Les volumes mis en distribution sont stables entre 2021 et 2022. En effet, l'écart entre les 2 années n'est que de 738 m³, soit une baisse de - 0,11 %. On notera que dans le même temps le nombre d'abonnés a augmenté.

On note aussi une augmentation du rendement du réseau de distribution qui est passé de 86.81% en 2021 à 89.15% en 2022.

L'état de la ressource en eau apparaît bon, avec une augmentation régulière du rendement du réseau de distribution.

La modification n°3, qui s'inscrit dans la continuité du développement démographique prévu par le PLU, ne devrait donc pas avoir d'incidence notable sur la ressource en eau.

III.A.4. Les incidences de la modification du PLU sur la gestion des eaux pluviales

Le point de la modification ne change pas le Projet d'Aménagement de la commune tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. Toutefois, le PLU étant aujourd'hui ancien (il a été approuvé il y a 13 ans) le développement prévu est au-delà de l'horizon dudit PLU, c'est pourquoi il est nécessaire de faire un point sur les incidences au regard de la gestion des eaux pluviales.

Le PLU actuel prévoit l'obligation du traitement des eaux pluviales au niveau de l'aménagement :

« Les eaux pluviales issues des constructions et des imperméabilisations qui leur sont liées ne sont pas systématiquement raccordables au réseau pluvial des espaces publics. De manière générale, des mesures seront prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise des débits et de l'écoulement des eaux pluviales ou de ruissellement. Les aménagements nécessaires visant à la limitation des débits évacués de la propriété sont à la charge exclusive du propriétaire qui doit réaliser les dispositifs adaptés à l'opération et au terrain.

Les eaux pluviales seront :

- ° Soit absorbées en totalité sur le terrain,
- ° Soit dirigées, après rétention, vers un déversoir désigné par les services techniques de la commune par l'intermédiaire de dispositifs appropriés réalisés à la charge du constructeur. »²

La modification ne change rien au règlement du PLU actuellement opposable.

De ce fait, la présente modification n'a aucune incidence sur la gestion des eaux pluviales.

III.A.5. Les incidences de la modification du PLU sur l'assainissement

Le point de la modification ne change pas le Projet d'Aménagement de la commune tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. Toutefois, le PLU étant aujourd'hui ancien (il a été approuvé il y a 13 ans) le développement prévu est au-delà de l'horizon dudit PLU, c'est

² Article 3 du PLU actuellement opposable

pourquoi il est nécessaire de faire un point sur les incidences au regard de la gestion des eaux usées.

La Communauté de Communes Dombes Saône Vallée (CCDSV) exerce la compétence assainissement, gérant 14 stations d'épuration.³

Les effluents de Saint Bernard sont traités au niveau de la station d'épuration « Trévoux – Bord de Saône ». Cette station, implantée sur la commune de Massieux, traite les effluents des communes de Trévoux, Massieux, Parcieux, Reyrieux, Saint-Bernard, Civrieux (secteur de Bernoud) et Quincieux (hameau de Varennes, 69).

Année de mise en service	2015
Service instructeur Police de l'eau	DREAL ARA
Exploitant	VEOLIA EAU
Acte(s) réglementaire(s)	Arrêté inter-préfectoraux du 9/11/2011 et du 24/08/2017 Arrêté préfectoral du 9/04/2019
Capacité nominale Equivalents habitants (EH)	27 000
Capacité nominale organique (kg DBO ₅ /j)	1 622
Capacité nominale hydraulique (m ³ /j)	5 904
Filière de traitement « eau »	Boues activées
Filière de traitement « boues »	Centrifugation
Milieu récepteur	La Saône
Schéma Directeur d'Assainissement	2017

Extrait du RPQS 2022

Pour l'année 2022, la charge hydraulique moyenne mesurée en entrée de station est de 3 526 m³/j, soit 60% de la capacité nominale.

La charge organique moyenne mesurée en entrée de station est de 639 kg DBO₅/j, soit 39% de la capacité nominale. Si l'on considère le paramètre azote, elle est de 209 kg NTK/j, soit 52% de la capacité nominale.

Bilans 2022	MES	DCO	DBO ₅	NGL	Ptot
Charge entrante (kg/j)	927	1 620	639	209	20
Norme de rejet (%)	90	75	80	70	80
Rendement (%)	98	95	97	94	89

Bilans 2022	Coliformes totaux	<i>Escherichia coli</i>	Entérocoques
Charge entrante (UFC/100 ml)	2,1 ^{E15}	3,4 ^{E15}	5,9 ^{E14}
Norme de rejet (UFC/100 ml)	15 000	10 000	10 000
Nombre de dépassements /12	1	1	0

Un dépassement en Coliformes totaux et en *Escherichia coli* a été constaté lors du bilan de pollution du 04/05/2022. Cette non-conformité a été causée par des dépôts constatés sur les lampes UV en provenance des injections de chlorure ferrique. Un nettoyage du système a été réalisé. Le bilan suivant était conforme.

Extrait du RPQS 2022

La station est récente et les marges de manœuvre en terme de capacité apparaissent encore larges .

La modification n°3, qui s'inscrit dans la continuité du développement démographique prévu par le PLU, ne devrait donc pas avoir d'incidence notable sur l'assainissement.

³ Les renseignements donnés ci-après sur l'eau potable sont issus du RPQS de la CCSDV pour l'année 2022.

III. G – INCIDENCES SUR LE PAYSAGE ET LE PATRIMOINE BATI

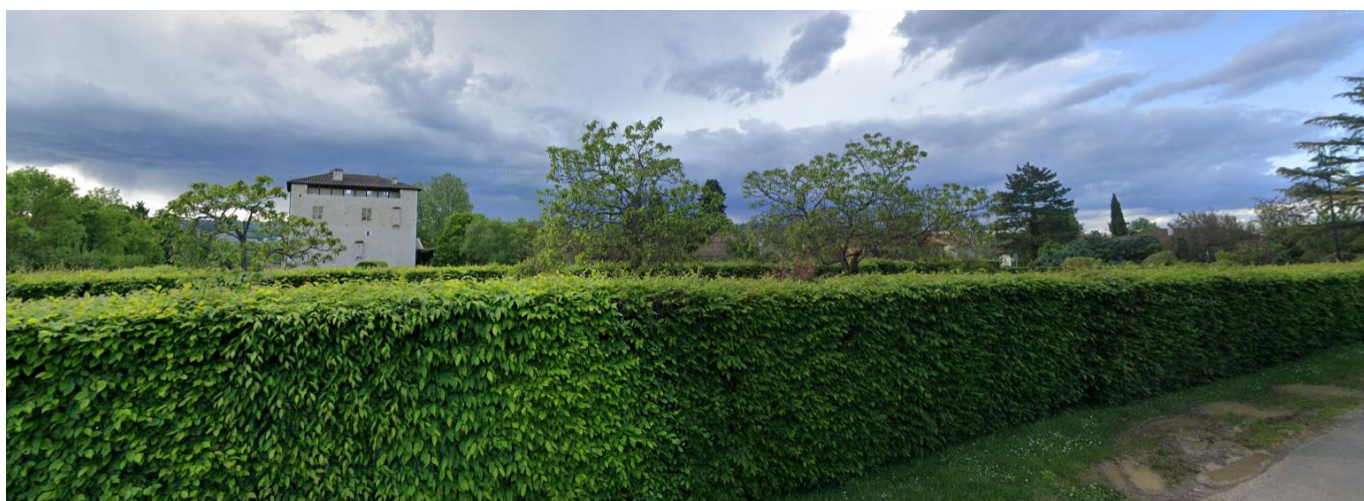
La modification prévoit de permettre une meilleure organisation du développement urbain au cœur du centre bourg déjà urbanisé afin de densifier ce secteur de centralité équipé.

La modification aura une incidence sur le paysage urbain, c'est même un de ses fondements. Elle a pour but de mieux maîtriser l'image du centre bourg le long de la RD6 (avenue Suzanne Valadon) pour créer une rue plutôt qu'une route et contribue à recoudre le tissu urbain récent avec le tissu du centre ancien.

Toutefois, elle concerne aussi directement les abords du château de Saint Bernard, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 10 avril 1997.



On notera que le tènement le plus proche (à l'Est) est situé à environ 100 mètres de la façade du château et en est séparé par un jardin aménagé relativement récemment (2003/2004), classé en zone Na du PLU et qui assure la préservation de cet espace.



Point de vue depuis le chemin du bourguignon

Par ailleurs l'OAP prévue pour ce secteur permet de définir un secteur d'implantation en « L » à l'Est qui permettra de gérer une continuité d'espace libre et collectif avec l'espace de jardin recréé de ce côté du château.

Sans parler du regard que l'ABF portera, de toute façon, sur le projet à venir, l'OAP en obligeant à un aménagement organisé (alors que le PLU actuel permettrait une division parcellaire non contrôlée sur l'ensemble du tènement) et en orientant l'implantation pour qu'elle permette la mise en valeur de la perspective sur le château depuis l'espace collectif de la place traversant, va plutôt dans le sens d'une mise en valeur du patrimoine et du paysage

En ce sens, la présente modification aura plutôt une incidence positive sur le paysage et le patrimoine bâti.

III.H - INCIDENCES SUR L'ENERGIE, LE CLIMAT, LES POLLUTIONS ET LES NUISANCES

III.A.6. Les incidences de la modification du PLU sur l'énergie et le climat

Le point de la modification ne change pas le Projet d'Aménagement de la commune tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU. Toutefois elle le prolonge et le précise dans le sens de la diversification du logement avec des densité plus forte permettant une moindre consommation de l'espace et en rapprochant les futurs habitants du petit centre équipé.

Dans ce sens, elle devrait avoir une incidence positive sur l'énergie et le climat.

III.A.7. Les incidences de la modification du PLU sur les pollutions et les nuisances

Le point de la modification ne change pas le Projet d'Aménagement de la commune en termes d'évolution de population (et donc de logement à produire et à desservir) ou de développement d'activité tel qu'il est prévu dans le PADD et le PLU.

Toutefois, la modification a pour ambition d'encadrer une évolution du centre bourg tendant à transformer la RD6 en rue plutôt qu'en route, comme actuellement. Une telle évolution devrait entraîner une diminution des vitesses et donc aller dans le sens d'une meilleure maîtrise des nuisances engendrées par la route pour les habitants riverains.

En même temps, elle va conduire à augmenter le nombre des riverains.

En ce sens, on peut penser que la présente modification aura une incidence limitée sur les pollutions et les nuisances.



Chapitre IV. **Conclusion**

4



L'analyse des incidences sur l'environnement de la modification n°3 du PLU n'ayant pas fait apparaître à nos yeux d'incidences négatives notables sur l'environnement et même sur certains points plutôt des incidences positives, le présent dossier sera transmis à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale (MRAE) pour examen au « cas par cas » afin de confirmer ou non qu'il n'est pas nécessaire de soumettre la modification N°3 à évaluation environnementale.